

**PÉTITION — Chambre des représentants de Belgique**  
**Pétition — Usage de l'IA à des fins militaires et de Police fédérale — 28 février 2026**

---

**PÉTITION**

*adressée au Président de la Chambre des représentants*

*conformément à l'article 28 de la Constitution belge*

*et à la loi du 2 mai 2019 relative aux pétitions adressées à la Chambre des représentants*

**Objet** : Demande de contrôle parlementaire sur l'usage de systèmes d'intelligence artificielle par la Défense nationale et la Police fédérale belges.

## **INTRODUCTION**

Soussigné, citoyen belge domicilié en Belgique, exerce le droit de pétition garanti par l'article 28 de la Constitution belge. En vertu de ce droit fondamental, il adresse à la Chambre des représentants la présente demande de contrôle parlementaire sur un sujet qui relève exclusivement des compétences fédérales et qui engage les droits constitutionnels des citoyens belges. Ce dépôt intervient à un moment précis : la semaine du 24 au 28 février 2026, un événement survenu aux États-Unis a mis en lumière l'existence d'un vide réglementaire majeur dans l'usage de l'intelligence artificielle à des fins militaires et de sécurité, vide dont la Belgique n'est pas exempte et sur lequel le Parlement fédéral n'a, à ce jour, exercé aucun contrôle documenté.

## **I. L'ÉVÉNEMENT RÉVÉLATEUR**

Selon les déclarations publiques de son dirigeant Dario Amodei, publiées le 26 février 2026, l'entreprise américaine Anthropic — éditrice du système d'intelligence artificielle Claude — a refusé de lever deux garde-fous éthiques réclamés par le Département de la Guerre des États-Unis. Ces deux lignes rouges concernaient, d'une part, l'usage de son IA pour la surveillance de masse des citoyens sur leur propre territoire national et, d'autre part, son intégration dans des systèmes d'armes létaux fonctionnant sans supervision humaine directe. En réponse, l'administration américaine a exclu Anthropic de l'ensemble des marchés fédéraux. Le Pentagone a conclu dans la foulée un accord de remplacement avec l'entreprise OpenAI — laquelle a accepté contractuellement ces mêmes deux garde-fous dans les termes de son contrat de substitution, ainsi que l'a annoncé publiquement son dirigeant Sam Altman le 28 février 2026. Il en résulte un fait objectif, indépendant de tout jugement sur les entreprises concernées : les deux principales entreprises mondiales d'intelligence artificielle générative ont simultanément reconnu, l'une en les défendant sous pression et l'autre en les acceptant contractuellement, que l'interdiction de la surveillance de masse des citoyens et le maintien d'une supervision humaine dans les systèmes d'armes constituent des lignes rouges minimales. Ces garde-fous ne procèdent plus d'un positionnement éthique particulier : ils font désormais consensus industriel au plus haut niveau.

## **II. LE VIDE RÉGLEMENTAIRE BELGE**

Ce précédent révèle une lacune réglementaire directement applicable à la Belgique. Le Règlement européen sur l'intelligence artificielle (AI Act, Règlement UE 2024/1689) exclut explicitement de son champ d'application, en son article 2, paragraphe 3, les systèmes d'IA utilisés à des fins de sécurité nationale. Les outils d'intelligence artificielle déployés par la Défense nationale belge et par la Police fédérale à des fins opérationnelles échappent donc entièrement à ce cadre réglementaire européen. Le pétitionnaire prend acte de l'existence d'une Charte pour l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle dans les services publics, signée le 11 juillet 2025 par 38 organismes fédéraux dont le

Ministère de la Défense et la Police Fédérale. Ce document, relevant du droit non contraignant, présente cependant deux limites structurelles au regard de l'objet de la présente pétition. En premier lieu, la Charte définit elle-même son champ d'application comme limité à l'usage de l'IA « pour prendre un acte administratif ou pour soutenir un processus décisionnel administratif » et « pour interagir directement » avec les usagers : les usages opérationnels militaires, les missions de renseignement et les systèmes d'armes sont donc hors périmètre par construction. En second lieu, la Charte renvoie expressément au cadre de l'AI Act européen — qui exclut précisément la sécurité nationale — et ne prévoit aucun mécanisme de contrôle parlementaire, aucun inventaire public des systèmes déployés, et aucune règle sur la supervision humaine dans les contextes opérationnels concernés. Il en résulte qu'aucune disposition législative belge contraignante ne régit à ce jour l'usage de l'IA par la Défense nationale et la Police fédérale dans le cadre de leurs missions opérationnelles, et que le Parlement fédéral n'a, à la connaissance du pétitionnaire et selon les travaux parlementaires accessibles, exercé aucun contrôle documenté sur les contrats conclus à cette fin avec des entreprises privées, ni adopté de position formelle sur la compatibilité de ces usages avec les droits fondamentaux des citoyens belges.

### **III. LE FONDEMENT CONSTITUTIONNEL DE LA DEMANDE**

La défense nationale et la Police fédérale constituent des compétences fédérales exclusives, confirmées par l'article 35 de la Constitution belge. La Chambre des représentants détient, en vertu des articles 36 à 40 de la Constitution, le pouvoir de contrôler l'action du gouvernement dans ces domaines. Ce contrôle inclut la prérogative budgétaire, le droit d'interpellation des ministres compétents et le pouvoir d'adopter des résolutions. La présente pétition n'excède pas ces compétences : elle demande à la Chambre d'exercer les prérogatives qui lui appartiennent constitutionnellement. La demande est en outre conforme à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales : l'article 8 (protection de la vie privée) et l'article 2 (droit à la vie) constituent précisément les droits que le contrôle sollicité vise à mieux garantir, et non à restreindre.

### **IV. LA DEMANDE FORMELLE**

En conséquence, je demande à la Chambre des représentants d'exercer son contrôle constitutionnel sur l'usage de systèmes d'intelligence artificielle par la Défense nationale et la Police fédérale belges, en adoptant une résolution qui articule les trois volets suivants.

**Premier volet — État des lieux :** charger le gouvernement fédéral de communiquer au Parlement, dans un délai raisonnable que la Chambre déterminera, un état des lieux des systèmes d'intelligence artificielle actuellement déployés par la Défense nationale et la Police fédérale, précisant pour chacun le nom du fournisseur, la nature des usages opérationnels et les garanties contractuelles encadrant ces usages. S'agissant des services de renseignement (SGRS et VSSE), compte tenu des impératifs légaux de confidentialité qui leur sont applicables, la Chambre est invitée à solliciter à cette fin le Comité permanent de contrôle des services de renseignement et de sécurité (Comité R), dans le cadre des attributions que lui confère la loi du 18 juillet 1991, afin qu'il établisse un rapport à l'attention des organes parlementaires compétents.

**Deuxième volet — Cadre normatif :** combler le vide laissé par l'exclusion de la sécurité nationale du champ de l'AI Act européen, en adoptant ou en initiant des règles nationales minimales encadrant l'usage de l'intelligence artificielle dans ces contextes. Ces règles devraient notamment préciser les conditions d'acquisition, par la Défense nationale et la Police fédérale, de systèmes d'IA ayant une incidence sur les droits fondamentaux des personnes, ainsi que les exigences minimales de supervision humaine et de traçabilité applicables à ces systèmes, en cohérence avec les obligations internationales de la Belgique en matière de droit humanitaire et de droits fondamentaux.

**Troisième volet — Positionnement parlementaire** : se prononcer formellement sur la compatibilité, avec les obligations constitutionnelles et internationales de la Belgique, de l'usage de systèmes d'IA pour la surveillance de masse des citoyens belges sur le territoire national et pour des systèmes d'armes fonctionnant sans supervision humaine directe et traçable, et indiquer si ces deux limites ont vocation à être inscrites dans le droit belge contraignant.

Ces trois volets forment une question unique, concrète et relevant de la compétence exclusive de l'État fédéral : la demande d'adoption par la Chambre d'une résolution de contrôle parlementaire sur l'usage de l'intelligence artificielle par les forces armées et de sécurité fédérales belges.

Dans l'attente de la suite qu'il plaira à la Chambre des représentants de réserver à la présente pétition, et conformément à l'article 142 du Règlement de la Chambre qui prévoit qu'une réponse est adressée au pétitionnaire ayant correctement mentionné ses nom et adresse, je prie Monsieur/Madame le/la Président(e) de la Chambre des représentants de bien vouloir agréer l'expression de ma haute considération citoyenne.

# VERZOEKSCHRIFT — Kamer van volksvertegenwoordigers van België

## Verzoekschrift — Gebruik van AI voor militaire doeleinden en Federale Politie — 28 februari 2026

### VERZOEKSCHRIFT

gericht aan de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers

overeenkomstig artikel 28 van de Belgische Grondwet

en de wet van 2 mei 2019 betreffende de verzoekschriften gericht aan de Kamer van volksvertegenwoordigers

**Betreft:** Verzoek om parlementaire controle op het gebruik van artificiële-intelligentiesystemen door Nationale Defensie en de Federale Politie van België.

#### INLEIDING

Ondergetekende, Belgisch staatsburger woonachtig in België, maakt gebruik van het petitieright gewaarborgd door artikel 28 van de Belgische Grondwet. Krachtens dit grondrecht richt hij tot de Kamer van volksvertegenwoordigers dit verzoek om parlementaire controle over een aangelegenheid die uitsluitend tot de federale bevoegdheden behoort en die de grondwettelijke rechten van de Belgische burgers raakt. Dit verzoekschrift wordt ingediend op een welbepaald moment: in de week van 24 tot 28 februari 2026 bracht een gebeurtenis in de Verenigde Staten aan het licht dat er een aanzienlijke regelgevende lacune bestaat inzake het gebruik van artificiële intelligentie voor militaire en veiligheidsdoeleinden — een lacune waaraan ook België niet ontsnapt en waarover het federaal Parlement tot op heden geen gedocumenteerde controle heeft uitgeoefend.

#### I. DE ONTHULLENDE GEBEURTENIS

Volgens de publieke verklaringen van zijn bestuurder Dario Amodei, gepubliceerd op 26 februari 2026, heeft het Amerikaanse bedrijf Anthropic — uitgever van het artificiële-intelligentiesysteem Claude — geweigerd twee ethische waarborgen op te heffen die werden opgeëist door het Departement van Oorlog van de Verenigde Staten. Deze twee rode lijnen betroffen enerzijds het gebruik van zijn AI voor massasurveillance van burgers op hun eigen nationaal grondgebied, en anderzijds de integratie ervan in dodelijke wapensystemen die functioneren zonder directe menselijke supervisie. Als reactie hierop sloot de Amerikaanse administratie Anthropic uit van alle federale overheidsopdrachten. Het Pentagon sloot vervolgens een vervangingsovereenkomst met het bedrijf OpenAI — dat contractueel dezelfde twee waarborgen aanvaardde in de voorwaarden van zijn vervangingscontract, zoals publiekelijk aangekondigd door zijn bestuurder Sam Altman op 28 februari 2026. Dit leidt tot een objectief vastgesteld feit, los van elk oordeel over de betrokken bedrijven: de twee grootste bedrijven ter wereld op het gebied van generatieve artificiële intelligentie hebben gelijktijdig erkend — het ene door ze te verdedigen onder druk, het andere door ze contractueel te aanvaarden — dat het verbod op massasurveillance van burgers en het handhaven van menselijk toezicht in wapensystemen minimale rode lijnen vormen. Deze waarborgen zijn niet langer een bijzondere ethische positiekeuze: zij vertegenwoordigen inmiddels consensus op het hoogste industriële niveau.

#### II. DE BELGISCHE REGELGEVENDE LACUNE

Dit precedent onthult een regelgevende leemte die rechtstreeks van toepassing is op België. De Europese verordening inzake artificiële intelligentie (AI Act, Verordening EU 2024/1689) sluit in artikel 2, lid 3, expliciet AI-systemen die worden gebruikt voor nationale veiligheidsdoeleinden uit van haar toepassingsgebied. De AI-tools die door Nationale Defensie en de Federale Politie voor operationele

doeleinden worden ingezet, vallen dus volledig buiten dit Europees regelgevend kader. De verzoeker neemt kennis van het bestaan van een Handvest voor het verantwoord gebruik van artificiële intelligentie in de openbare diensten, ondertekend op 11 juli 2025 door 38 federale organisaties, waaronder het Ministerie van Defensie en de Federale Politie. Dit document, dat deel uitmaakt van het niet-bindend recht, heeft echter twee structurele beperkingen ten aanzien van het voorwerp van dit verzoekschrift. Ten eerste definieert het Handvest zelf zijn toepassingsgebied als beperkt tot het gebruik van AI "om een administratieve handeling te stellen of een administratief besluitvormingsproces te ondersteunen" en "om rechtstreeks" te interageren met gebruikers: militaire operationele toepassingen, inlichtingenmissies en wapensystemen vallen dus per definitie buiten het toepassingsgebied. Ten tweede verwijst het Handvest uitdrukkelijk naar het Europese AI Act-kader — dat nationale veiligheid juist uitsluit — en voorziet het niet in enig mechanisme voor parlementaire controle, geen publieke inventaris van de ingezette systemen, en geen regels inzake menselijke supervisie in de betrokken operationele contexten. Het gevolg is dat geen enkele bindende Belgische wetgevende bepaling momenteel het gebruik van AI door Nationale Defensie en de Federale Politie in het kader van hun operationele opdrachten regelt, en dat het federaal Parlement, voor zover de verzoeker weet en op basis van de toegankelijke parlementaire werkzaamheden, geen gedocumenteerde controle heeft uitgeoefend op de met dat doel gesloten contracten met private bedrijven, noch een formeel standpunt heeft ingenomen over de verenigbaarheid van dit gebruik met de grondrechten van de Belgische burgers.

### III. DE GRONDWETTELIJKE GRONDSLAG VAN HET VERZOEK

Nationale defensie en de Federale Politie zijn exclusieve federale bevoegdheden, bevestigd door artikel 35 van de Belgische Grondwet. De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft krachtens de artikelen 36 tot 40 van de Grondwet de bevoegdheid om het regeringsoptreden op deze gebieden te controleren. Deze controle omvat de begrotingsbevoegdheid, het recht om de bevoegde ministers te interpellieren en de bevoegdheid om resoluties aan te nemen. Dit verzoekschrift gaat de grenzen van deze bevoegdheden niet te buiten: het vraagt de Kamer de haar grondwettelijk toekomende prerogatieven uit te oefenen. Het verzoek is bovendien in overeenstemming met het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden: artikel 8 (bescherming van het privéleven) en artikel 2 (recht op leven) zijn precies de rechten die de gevraagde controle beter beoogt te waarborgen, en niet te beperken.

### IV. HET FORMELE VERZOEK

Bijgevolg verzoek ik de Kamer van volksvertegenwoordigers haar grondwettelijke controle uit te oefenen op het gebruik van artificiële-intelligentiesystemen door Nationale Defensie en de Federale Politie van België, door een resolutie aan te nemen die de volgende drie onderdelen omvat.

**Eerste onderdeel — Situatieschets:** de federale regering opdracht geven om het Parlement, binnen een door de Kamer te bepalen redelijke termijn, een overzicht te bezorgen van de AI-systemen die momenteel worden ingezet door Nationale Defensie en de Federale Politie, met vermelding voor elk systeem van de naam van de leverancier, de aard van de operationele toepassingen en de contractuele garanties die het gebruik ervan omkaderen. Wat de inlichtingendiensten betreft (ADIV en VSSE), rekening houdend met de voor hen geldende wettelijke vereisten inzake vertrouwelijkheid, wordt de Kamer uitgenodigd daartoe het Vast Comité van Toezicht op de Inlichtingen- en Veiligheidsdiensten (Comité I) te verzoeken, in het kader van de bevoegdheden die het de wet van 18 juli 1991 verleent, een verslag op te stellen voor de bevoegde parlementaire organen.

**Tweede onderdeel — Normatief kader:** de leemte opvullen die ontstaan is door de uitsluiting van nationale veiligheid uit het toepassingsgebied van de Europese AI Act, door minimale nationale

regels vast te stellen of te initiëren voor het gebruik van artificiële intelligentie in deze contexten. Deze regels dienen met name de voorwaarden te verduidelijken waaronder Nationale Defensie en de Federale Politie AI-systemen kunnen verwerven die een impact hebben op de grondrechten van personen, evenals de minimumvereisten inzake menselijk toezicht en traceerbaarheid die van toepassing zijn op deze systemen, in overeenstemming met de internationale verplichtingen van België op het gebied van humanitair recht en grondrechten.

**Derde onderdeel — Parlementaire positiebepaling:** zich formeel uitspreken over de verenigbaarheid, met de grondwettelijke en internationale verplichtingen van België, van het gebruik van AI-systemen voor massasurveillance van Belgische burgers op het nationale grondgebied en voor wapensystemen die functioneren zonder directe en traceerbare menselijke supervisie, en aangeven of deze twee grenzen bedoeld zijn om te worden verankerd in bindend Belgisch recht.

Deze drie onderdelen vormen één enkele, concrete vraag die uitsluitend tot de bevoegdheid van de federale staat behoort: het verzoek aan de Kamer om een resolutie inzake parlementaire controle op het gebruik van artificiële intelligentie door de Belgische federale strijdkrachten en veiligheidsdiensten aan te nemen.

In afwachting van het gevolg dat de Kamer van volksvertegenwoordigers aan dit verzoekschrift zal willen geven, en overeenkomstig artikel 142 van het Reglement van de Kamer dat bepaalt dat een antwoord wordt gericht aan de verzoeker die zijn naam en adres correct heeft vermeld, verzoek ik de heer/mevrouw de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers de uitdrukking van mijn hoogachting als burger te aanvaarden.